



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES
JPR/525

Arrêté du 24 juin 2022 portant mise en demeure à la société PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à SAUSHEIM

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires à la société PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC pour l'exploitation d'un atelier de peinture à Sausheim, en référence au titre Ier du Livre V du code de l'environnement ;

VU le rapport du 18 mai 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées établi à la suite de la visite du 2 novembre 2021 ;

Considérant que la qualité de l'air est un enjeu en zone urbaine, et que les émissions du site de la société PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC participent au niveau de pollution ambiant en Nox,

Considérant qu'il a été constaté lors du contrôle de l'inspection du 2 novembre 2021 que les rejets des deux émissaires liés à « l'étuve cataphorèse » de l'atelier peinture ne respectent pas la valeur limite en NOx fixée à 100mg/Nm3 par l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2014 susvisé ;

Considérant qu'il a été constaté lors du contrôle de l'inspection du 2 novembre 2021 que les rejets des deux émissaires liés aux lignes «laque n°1 et 2 » de l'atelier peinture ne respectent pas la valeur limite en CO fixée à 100mg/Nm3 par l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2014 susvisé ;

Considérant par ailleurs que l'exploitant ne respecte pas les principes d'autosurveillance et de mises en œuvre d'actions correctives fixés par les articles 3.1 et 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2014 susvisé, étant donné qu'il n'a pas adapté son programme d'autosurveillance (en le renforçant notamment) à la suite du constat des valeurs d'émissions

non conformes aux prescriptions qui lui sont opposables, et qu'aucun plan d'actions appropriées n'a été mis en place par ce dernier en vu de démontrer sa capacité à un retour à une situation conforme de ses émissions ;

Considérant que l'exploitant ne transmet pas le rapport prévu par l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2014 susvisé, rapport devant traiter des écarts relevés et des actions à mettre en œuvre pour les résorber ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société PEUGEOT CITROËN MULHOUSE SNC, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé route de Chalampé, Ile Napoléon à SAUSHEIM (68390), est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à SAUSHEIM.

Article 2 : **Avant le 15 juillet 2022**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n°2014023-0012 du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires :

« Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement »

Article 3 : **Avant le 15 juillet 2022**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral n°2014023-0012 du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires :

« L'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au titre III, du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier, cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'article 3.2 et 6.5, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. »

Article 4 : **Avant le 15 juillet 2022**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral n°2014023-0012 du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires :

« L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du titre III, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. »

Article 5 : Avant le 15 avril 2023, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral n°2014023-0012 du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires :

« Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normales de température et de pression (273 Kelvins et 101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations sont rapportées aux mêmes conditions normales.

Les valeurs en concentration s'appliquent à chacun des émissaires rejetant le même polluant, les valeurs en flux s'appliquent à la somme des émissaires rejetant le même polluant.[...]

[...]

La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) [...] à la sortie de l'unité de traitement:

- NOx (en équivalent NO2) : 100 mg/m3 ;[...]
- CO : 100 mg/m3.»

Article 6 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 7 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 24 juin 2022

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.